La segmentation par l'orientation ?

Comment l'orientation préfigure les inégalités d'emploi

Segmentation through guidance: in what ways are inequalities in working life prefigured in guidance processes

Segmentierung durch Orientierung ? Ausbildungs- und Berufsorientierung als Wegbereiter von Ungleichheiten in der Beschäftigung

¿La segmentación mediante la orientación ? Cómo la orientación prefigura las desigualdades del empleo

Gérard Boudesseul

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/2763>

DOI : 10.4000/formationemploi.2763

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2010

Pagination : 53-70

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Gérard Boudesseul, « La segmentation par l'orientation ? », *Formation emploi* [En ligne], 109 | janvier-mars 2010, mis en ligne le 01 mars 2012, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/2763> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.2763>

DOSSIER

La segmentation par l'orientation ? Comment l'orientation préfigure les inégalités d'emploi

Par Gérard Boudesseul*

L'orientation ne fait-elle qu'amender à la marge les grandes inégalités sociales ou produit-elle des lignes de clivages durables ? Les aides que les jeunes déclarent recevoir dessinent trois grandes catégories de profils que les analyses de la segmentation avaient déjà identifiées sur le marché de l'emploi.

La thématique de l'orientation tout au long de la vie incite à rechercher des angles d'approche transversaux à la formation initiale, à l'insertion professionnelle en début de vie active et au marché de l'emploi. Elle invite en particulier à se demander si les inégalités de parcours qui traversent ces trois domaines sont liées. Disposant d'une faible visibilité dans la mise en œuvre scolaire des idéaux républicains, les dispositifs d'orientation initiale sont essentiellement pensés en termes d'administration de flux, alors que les ajustements des formations aux emplois demeurent référés aux lois de l'offre et de la demande, même si l'accent est plutôt mis ces derniers temps sur la porosité entre les deux logiques (Verdier, 2007 ; Shavit et Müller, 1997). Aujourd'hui, l'orientation tout au long de la vie se présente comme un programme fédérateur unifiant, d'un point de vue diachronique, l'ensemble des situations de choix dans lesquelles sont placés des individus au fil de leur parcours de formation. Ces situations ont en commun de mobiliser des acteurs, certes divers, tendus vers des objectifs différents, mais les voies possibles ne sont pas infinies ; certaines sont déjà en

partie balisées, la plupart sont destinées à articuler des compétences en cours d'acquisition ou de validation et en attente d'opérationnalité en emploi. Cette acception de l'orientation met l'accent sur son niveau collectif

* **Gérard Boudesseul** est maître de conférences en sociologie à Caen, chercheur à Espaces et Sociétés (ESO-CNRS). Ses recherches actuelles portent sur l'orientation en formation initiale et sur les concepts de carrière et de parcours. Il a publié notamment : Boudesseul G., en collab. avec Grelet Y., Vivent C. et Coinaud C. (2008), « Orientation : quels repères pour trouver son chemin ? Enquête auprès de 2 600 jeunes en scolarité », *NEF-Céreq*, 33, septembre, 38 p. Boudesseul G., Grelet Y. (2008), « Choix d'orientation et logiques institutionnelles », *NEF-Céreq*, 32, août, 55 p. L'article est une analyse des résultats de l'enquête DGESCO MEN (Direction générale de l'Enseignement scolaire, ministère de l'Éducation nationale) – Centre Maurice Halbwachs – Céreq (cf. encadré 1), dont les premiers résultats ont été publiés dans les articles mentionnés ci-dessus.

en tant que politique de gestion des flux entrant en tension avec les parcours biographiques particuliers. Même à l'échelle individuelle, ces parcours singuliers, propices à l'expression d'aspirations, sont canalisés par la répétition des situations de choix alternatifs, le long de sentiers déjà fréquentés. Lorsque le nombre de filières est restreint, comme en France, les possibilités de choix sont souvent limitées entre voie générale, technologique ou professionnelle.

Si les décisions sont lourdes de conséquences en matière d'orientation, qu'elles soient prises par les jeunes eux-mêmes ou par l'institution à leur place, elles sont difficilement explicables par un modèle d'arbitrage individuel sous hypothèse de rationalité ou centré sur la prise de décision¹. Certes, elles ne peuvent non plus être vues comme un succès d'une politique publique d'« éducation à l'orientation », tant les inégalités sont criantes. Il reste donc à tenter de

¹ Comme le suggère l'anglicisme de « *consulting* » en orientation. Elles ignorent les contraintes sociales.

rendre compte de la porosité des logiques en présence dans un schéma commun.

Les analyses en termes de segmentation permettent de penser simultanément les inégalités d'origine marchande et celles qui résultent d'effets d'organisation. Elles sont d'autant plus pertinentes, dans le cas présent, qu'elles y trouvent leur origine pour une large part. Deux causes sur les trois invoquées dans la constitution d'un marché interne par Doeringer relevaient en effet du champ de la formation et de la qualification : outre la permanence de coutumes propres à l'entreprise, l'existence d'une formation interne « sur le tas », ainsi que la spécificité des qualifications concrètement mises en œuvre (Doeringer et Piore, 1978).

Certaines contributions, sans aller jusque-là, ont fourni des indices de rapprochement entre vocabulaire économique institutionnaliste et champ de la formation. On parle ainsi de marché segmenté à propos de l'offre de formation continue (Pottier, Séchaud, 2007).

Encadré 1

Méthodologie

L'enquête DGESCO-CMH – (Direction générale de l'Enseignement scolaire-Centre Maurice Halbwachs) – Céreq 2007 porte sur 2 600 jeunes scolarisés de collèges, lycées d'enseignement général et technologique, lycées professionnels, centres de formation d'apprentis, lycées agricoles, mais aussi de maisons familiales rurales, établissements de statut associatif rarement étudiés qui scolarisent 70 000 élèves en France. L'échantillon a été stratifié selon le type d'établissement et selon les zones géographiques : zones urbaines, périurbaines, de villes moyennes et rurales. Ont été incluses les formations générales, technologiques et professionnelles. Les diplômes préparés sont le DNB, le CAP, le BEP (respectivement diplôme national du brevet, certificat d'aptitude professionnelle, brevet d'études professionnelles), le brevet professionnel et le baccalauréat. L'enquête par questionnaire s'est déroulée dans les classes, en présence des enquêteurs et parfois d'un enseignant. Elle a été précédée d'une série d'entretiens de groupe, pour le calibrage du vocabulaire et des thèmes abordés. Le questionnaire comporte 62 questions qui retracent l'enchaînement des positions dans les cursus scolaires et les représentations qui les accompagnent, dans la diversité des cursus et de leur inscription dans un territoire. Elles renseignent sur l'origine sociale et l'entourage (profession et diplôme des parents, type d'études suivies dans le cercle de la famille ou des amis) ; les positions scolaires successives occupées par l'enquêté depuis l'entrée en 6e ; les étapes de son orientation (les choix d'établissement, de filière, de classe, les refus de vœux, les personnes qui l'ont aidé dans ses choix) ; les représentations de l'élève (sur l'utilité et la valeur des diplômes et des formations, le sentiment d'injustice à la suite de décisions d'un conseil de classe) ; les projets ou souhaits de l'élève dans le futur proche (études ou arrêt des études) ; enfin sa projection dans l'avenir (métier, mode de vie à l'âge adulte). Les données reposent donc sur des déclarations, dont certaines ont pu être recoupées, comme les variables démographiques et de cursus. Synthèse des résultats dans Boudesseul, 2008.

Encadré 2

Définitions : dispositifs, paliers, aides à l'orientation

Les « **dispositifs d'orientation** » sont l'appellation donnée aux procédures institutionnelles qui régissent les transitions dans la gestion du cursus scolaire, comme les conseils de classe, les commissions d'appel, les fiches de vœux, les applications informatiques de recueil des vœux et d'affectation des élèves...

Un **palier d'orientation** se définit comme un embranchement dans un cursus scolaire, à l'issue duquel un élève opte pour une voie alternativement à une autre, par contrainte, par choix, ou plus fréquemment selon toute une gamme d'influences, de conseils ou de non-choix, parce qu'une voie semble aller de soi. L'existence d'un palier, dans cette acception large, n'est pas seulement institutionnelle (fin de 3^e, fin d'année de diplôme), elle reflète aussi un état des pratiques (fin de 5^e, fin de 2^{nde}), en marge des textes réglementaires.

Laissant en suspens la question sous l'angle des intentions politiques en la matière, le conseil à l'orientation est ici considéré du point de vue des conditions de sa réception par les élèves, ce qu'ils en perçoivent et ce qu'ils en disent.

Aides à l'orientation : les politiques concernant l'orientation scolaire oscillent entre le « conseil » entre égaux ou entre acteurs autonomes, le professionnel conseiller et le jeune conseillé, et celle d'une « éducation » régie par les représentants de l'institution dans le cadre plus large de l'éducation à la citoyenneté. Du point de vue des jeunes, les actions prennent plutôt la forme « d'aides », sur un registre analogue à l'aide pédagogique apportée quotidiennement par les professeurs. C'est ce terme générique qui a été employé dans l'enquête comme traduction compréhensible par tous et en même temps suffisamment précise. Plus généralement, on se gardera d'opposer des dispositifs « objectifs » à des représentations « subjectives » des mêmes dispositifs. D'une part, les offres d'informations et de décisions existent pour autant qu'elles rencontrent une demande qui s'exprime comme telle. Ainsi, des quantités de documents et de dictionnaires peuvent être offertes sur un rayonnage sans pour autant que ces documents soient consultés. D'autre part, les représentations de certains acteurs, jeunes, familles ou professionnels, n'ont pas lieu d'être considérées comme plus légitimes les unes que les autres : les unes se construisent sur la base d'une expérience de l'emploi et de l'institution scolaire ; celles des professionnels renvoient non seulement à leur conception implicite ou explicite de l'orientation, mais encore aux jugements qu'ils émettent au sujet des élèves, des familles, de la culture locale, des possibilités d'embauche dans tel secteur ou telle zone d'emploi.

De manière connexe, l'économie de la qualité est aussi sollicitée (Felouzis, Perroton, 2007 ; Bailly, Chatel, 2007), alors que l'université est parfois vue comme un marché interne, il est vrai sous l'angle de l'activité de recherche (Reuter, Tripier, 1980). Certaines analogies avec le dualisme sur le marché du travail pourraient aussi rendre compte d'une éducation produisant des effets de « ségrégation » ou d'une « école à deux vitesses ». À la charnière du système de formation et de l'emploi, le destin inégal des jeunes a amené à invoquer une « *configuration insiders-outsiders* »²

² Les premiers bénéficiant de la protection et de la stabilité du marché interne ou primaire, les seconds étant soumis aux intempéries de conjoncture des marchés externes ou seconds.

(Cahuc, Zylberberg, Cette, 2008) ou de générations plus protégées que d'autres, faisant figure d'*insiders* (Galland, 2001).

L'enjeu principal de ce rapprochement est double : côté formation initiale, les procédures d'orientation ne rempliraient guère leur fonction au regard de la division sociale du travail, pas plus qu'elles n'entraveraient, à leur modeste mesure, les grandes inégalités sociales trop lourdes pour elles. Elles y contribueraient activement en produisant toutefois leurs propres lignes de clivage. Côté travail, un processus de segmentation, établi de longue date, ne puiserait pas seulement ses ressorts dans le fonctionnement du marché de

l'emploi, mais serait préfiguré par une pré-segmentation des jeunes en formation initiale et au cours de leur insertion professionnelle.

Dans une première partie, nous envisagerons dans quelle mesure la réception des aides à l'orientation se structure autour d'inégalités scolaires et de position sociale des parents compatibles avec les hypothèses courantes de reproduction sociale. La nécessité de différencier les clivages conduit, dans une seconde partie, à privilégier l'hypothèse de segments multiples et en partie originaux. L'importance numérique de parcours relevant à la fois de marchés internes et externes amène à discuter de stratégies non abouties susceptibles ou non de conduire à la délimitation de nouveaux segments.

Au fil des deux parties, ces hypothèses ont été confrontées aux données d'une enquête récente, portant sur les parcours scolaires d'un échantillon de 2 600 jeunes qui se situent tous à un palier d'orientation de l'enseignement secondaire général, technologique, professionnel ou agricole.

DES AIDES À L'ORIENTATION INÉGALES

Le modèle du dualisme a connu une certaine vogue dans les années 1970-1980, avec la généralisation initiée par Piore, opposant globalement les spécificités des marchés internes aux marchés externes. Un certain renouveau semble se faire jour, qui favorise les transpositions ; nous allons y revenir. Deux traits semblent autoriser le présent rapprochement. D'abord, pour les individus concernés, il est difficile de passer d'un marché à un autre, à partir du moment où ils y sont entrés, à une période plus ou moins favorable. Ensuite, sur le plan fonctionnel, le marché primaire, avec des profils sécurisés, rejette les contraintes d'*aléas* de la conjoncture sur le marché secondaire.

Le premier trait est plus visible encore dans les filières d'enseignement technologique et professionnel qu'il ne l'est sur le marché du travail. Il prend la forme d'un effet de confinement : pour des raisons qui ne sont peut-être pas toutes imputables aux rigidités institutionnelles, et qui dépendent sans doute aussi

des représentations partagées par les personnels et les usagers, il demeure difficile, pour un jeune entré dans une de ces filières, d'en sortir pour rejoindre une filière générale.

Le deuxième trait, selon lequel le marché primaire remplirait une fonction de pérennisation du marché secondaire, qui a trouvé un terrain favorable dans les analyses dichotomiques de la reproduction sociale à l'École, opposant dominants et dominés (Bourdieu, 1970 ; Terrail, 2002), demande à être affiné. Il est vrai que la délimitation d'un périmètre d'*insiders* dans les établissements et les filières les plus cotés avec les parcours les plus assurés prive les autres des mêmes possibilités, surtout en cas de *numerus clausus*. Des stratégies d'adaptation dans les établissements ordinaires, qui sont aussi les plus nombreux, sont alors prévisibles : choix d'options attractives sans être « d'excellence », choix de langues rares, comme le chinois, le japonais, le russe...

Quelles grandes oppositions peuvent être retenues de la distribution des aides à l'orientation ? Une analyse des correspondances multiples³ (Lebart, Salem, 1994) des aides à l'orientation reçues révèle de grands clivages. Ces aides semblent en effet se structurer, en premier lieu, en fonction de leur intensité (calculée à partir de la fréquence relative des aides selon leur origine ; le premier axe de l'analyse factorielle représente 15,6 % de l'inertie), certains en bénéficient beaucoup plus que d'autres, qui en sont quasiment privés ; en second lieu, en fonction de l'origine des aides (11,2 % de l'inertie), d'un côté la famille et les stages en entreprises, et de l'autre l'école et ses personnels (**Fig. 1**). Contrairement aux idées reçues, les « héritiers », disposant de toutes les ressources familiales et culturelles cumulées aux bénéfices différentiels de leur « capital » scolaire, ne peuvent être opposés aux déshérités en tous domaines. Les aides en milieu scolaire peuvent être très dissociées des aides familiales, de sociabilité ou de voisinage.

Quatre pôles émergent de l'analyse des correspondances, qui se conjuguent avec l'intensité des aides reçues et leur origine : les jeunes qui bénéficient avant

³ L'analyse des correspondances multiples permet d'obtenir le résumé de l'information contenue dans un grand tableau de variables qualitatives. Ces résultats sont présentés sous forme graphique, en général selon les deux axes qui portent le plus d'informations (inertie ou variable).

Encadré 3

Définitions : marché, segment, marché interne, internalisation

La notion de marché n'engage pas nécessairement un mode de régulation marchande équilibrant l'offre et la demande par les prix, mais seulement l'existence d'une telle offre et d'une telle demande, sans que l'on sache par avance comment elles s'ajustent entre elles. Dans le cas présent, les informations et les choix d'orientation offerts et demandés sont de plus décomposables en sous-ensembles que l'on appellera segments.

La notion de segment, par analogie avec un segment de droite, implique au moins deux positions disjointes, de deux acteurs distincts, suivant des procédures d'ajustements hétérogènes entre elles. Les segments peuvent être vus comme les unités élémentaires composant des marchés internes, par opposition à celles qui composent les marchés externes. Les analyses de la segmentation ne seront pas ici distinguées des modèles dualistes.

Marché interne : l'une des premières synthèses de sociologie industrielle aux États-Unis a montré que les relations professionnelles, et donc le marché de l'emploi, échappent aux règles de l'économie (ajustement de l'offre et de la demande par les prix) en constituant un ensemble d'institutions, de pratiques et de procédures qui produisent les règles de la situation de travail. Ainsi, le fait pour un employeur de choisir un salarié à l'intérieur de la branche, du métier ou même de l'entreprise n'a pas de raison de coïncider avec les règles suivies à l'extérieur de la branche (Dunlop, 1958). Aujourd'hui, on entend par marché interne tout marché ajusté non par les prix mais par des règles spécifiques. Le concept de **marché transitionnel** est souvent présenté comme actualisant ce type d'approche, en recensant les mouvements organisés entre une position d'emploi et d'autres positions qui peuvent être l'inactivité, l'activité sans emploi, ou un autre emploi de statut différent (Gazier, 2003). Il est toutefois inopérant avant la sortie de formation initiale.

Processus d'internalisation : invention de règles par une partie des acteurs, en vue de bénéficier d'un avantage comparatif au regard des autres acteurs qui ne disposent pas des mêmes ressources. S'ils y réussissent durablement, les échanges se font hors des règles communes, le marché s'il s'agit du modèle marchand, la régulation administrative, s'il s'agit d'un mode administré de gestion des flux.

tout d'aides extrascolaires, puis d'autres qui reçoivent des aides peu diversifiées mais intenses provenant principalement de l'institution scolaire ; ensuite, certains jeunes dépourvus d'aides qui expriment une insatisfaction à l'égard de l'orientation suivie ; enfin, les jeunes qui regrettent l'absence d'aides ⁴ (**Fig. 2**).

Premier pôle, les jeunes qui bénéficient avant tout d'aides extrascolaires cumulent deux attributs posi-

tifs, à la fois du point de vue de la réussite scolaire, par l'absence de redoublement, et de l'orientation, par l'absence de vœux d'orientation refusés par l'institution jusqu'à la date de l'enquête. Du point de vue de la position sociale, les professions des parents les plus fréquentes sont pères et mères cadres supérieurs, pères de professions intermédiaires, mais aussi pères et mères artisans, commerçants et chefs d'entreprises, et enfin, enfants de pères artisans et de mères agricultrices. Ainsi, des positions scolaires favorables et jugées positivement se cumulent à des professions parentales généralement connues pour la détention de différentes formes de ressources économiques et/ou culturelles. Nombre de ces jeunes bénéficient d'un environnement culturellement favorable à leur parcours scolaire, et disposent de ressources autonomes suffisantes pour ne pas avoir à solliciter les

⁴ L'introduction de variables supplémentaires qui n'entrent pas dans la structuration des axes mais viennent les illustrer, permet en outre de situer ces aides au regard du parcours scolaire lui-même (redoublement, vœu d'orientation dans une classe à l'intérieur d'une filière ou entre filières, vœu concernant les spécialités dans les filières professionnelles), mais aussi d'éléments concernant le sexe, la profession du père et de la mère, et la classe suivie par l'élève. Enfin sont introduits, toujours en variables supplémentaires, des éléments portant sur leur perception (information jugée insuffisante, sentiment d'injustice à la suite de décisions d'un conseil de classe), et la satisfaction à l'égard du chemin parcouru.

Figure 1
Premier plan factoriel de l'analyse des aides

Source : Enquête DGESCO-CMH-Céreq.

Note de lecture : Les aides à l'orientation semblent se structurer, en premier lieu, en fonction de leur intensité (le premier axe horizontal de l'analyse factorielle représente 15,6 % de l'inertie) ; certains en bénéficient beaucoup plus que d'autres qui en sont quasiment privés ; en second lieu, en fonction de l'origine des aides (11,2 % de l'inertie, axe vertical), d'un côté la famille et les stages en entreprises, et de l'autre l'école et ses personnels.

services des enseignants ou des conseillers d'orientation. Précisons qu'il s'agit majoritairement d'élèves de terminale générale, mais aussi de terminale technologique ou professionnelle de lycée agricole. Leur âge « avancé » leur confère un peu plus d'autonomie, bien que les choix à venir demeurent cruciaux. Toutefois, à l'encontre d'idées reçues, la présence d'enfants de cadres et chefs d'entreprises, mais aussi de pères artisans et de mères agricultrices ne permet pas ici de parler de « reproduction sociale » *stricto sensu*. Le schéma dual dominants/dominés ne convient pas très bien ici.

Autour du second pôle, des aides peu diversifiées mais intenses proviennent principalement de l'institution scolaire, l'établissement de formation, ses dispositifs et ses personnels, en particulier les enseignants et les conseillers d'orientation. L'aide de la part des person-

nels, surtout les enseignants et en second rang les conseillers d'orientation, contribue le plus au second facteur de l'analyse. Elle implique des interactions avec les jeunes, elle est donc plus relationnelle que l'aide exprimée en termes plus anonymes de dispositifs, comme la participation à des journées portes ouvertes. Les variables supplémentaires suggèrent que les jeunes ne font état ni d'un déficit dans les informations reçues, ni d'injustices particulières à leur égard dans le déroulement des conseils de classe, et qu'ils ne font pas état de vœux d'orientation refusés. Les origines fréquentes sont celles de pères agriculteurs, de mères employées. Les caractéristiques de ces jeunes correspondent assez bien aux effets potentiels de la démocratisation du système scolaire, « dans le sens d'accès à un niveau de formation d'enfants de milieux sociaux qui en étaient antérieurement privés ».

Figure 2
Premier plan factoriel de l'analyse des aides – variables supplémentaires.

Source : Enquête DGESCO-CMH-Céreq.

Sigles : CAP : certificat d'aptitude professionnelle ; BEP : brevet d'études professionnelles ; LP : lycée professionnel ; MFR : Maisons familiales rurales ; CFA : centre de formation d'apprentis ; LA : lycée agricole. PI : professions intermédiaires ; OQ : ouvrier qualifié. ONQ : ouvrier non qualifié. CSP : catégorie socioprofessionnelle.

Note de lecture : Quatre pôles émergent de l'analyse des correspondances, qui se conjuguent avec l'intensité des aides reçues et leur origine : les jeunes qui bénéficient avant tout d'aides extrascolaires, puis d'autres qui reçoivent des aides peu diversifiées mais intenses provenant principalement de l'institution scolaire, ensuite certains jeunes dépourvus d'aides qui expriment une insatisfaction à l'égard de l'orientation suivie, enfin les jeunes qui regrettent l'absence d'aides. L'introduction de ces cinq variables supplémentaires permet de préciser le profil des jeunes recevant les aides. Par exemple, les élèves de maisons familiales rurales sont significativement du côté de ceux qui ne reçoivent pas d'aide en milieu scolaire.

ou faiblement bénéficiaires, ce quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle en question » (Goux, Maurin 1997). Ce sont plutôt des élèves de 2^{nde} qui ont pu se maintenir en filière générale après le premier palier d'orientation de fin de 3^e. Toutefois, seul leur cursus ultérieur permettra de juger de la réalité d'une

mobilité sociale de ces jeunes par l'École. Pour ceux-ci, ni dualisme ni segmentation ne sont démontrables, tant l'École semble à ce jour avoir rempli ses missions.

Troisième pôle, certains jeunes dépourvus d'aides, en particulier extrascolaires, expriment une insatisfaction

à l'égard de l'orientation suivie. Il est vrai que nombre d'entre eux se sont vu refuser un choix de spécialité afin d'accéder à une formation professionnelle espérée. Quant à la position sociale des parents, les enfants de retraités, notamment pour les plus âgés en situation d'apprentissage, voisinent ici avec les enfants de pères ouvriers non qualifiés, mais aussi avec ceux dont l'un des deux parents est absent du ménage à la suite d'une séparation ou d'un décès. Cette configuration montre le plus d'exemples d'inégalités sociales face aux dispositifs d'orientation, mais sans doute aussi au-delà des frontières de l'École. Il s'agit, en d'autres termes, d'effets d'inégalités longitudinales ayant trait à l'allocation des positions scolaires qui conduiraient à une forme de « pré-allocation » de positions professionnelles, comme l'illustrent le plus clairement les contrats d'apprentissage, mais aussi les stages en cours de formation ; s'y trouvent majoritairement des élèves de lycée professionnel (en classe de préparation au CAP – certificat d'aptitude professionnelle, au BEP – brevet d'études professionnelles – ou au baccalauréat professionnel), ou de terminale technologique. Il est difficile, pour ces jeunes, de distinguer l'effet des inégalités de performance scolaire des inégalités propres aux décisions d'orientation, tant les premières semblent s'imposer aux secondes.

Enfin, quatrième pôle, les jeunes qui regrettent, explicitement et à de multiples reprises, l'absence d'aides, en particulier en milieu scolaire, sont les plus nombreux à avoir redoublé faute de performances scolaires suffisantes, ou à s'être vu refuser l'accès à une filière d'enseignement général. Ils estiment avoir été mal informés sur les différents choix possibles et expriment encore aujourd'hui le sentiment d'avoir été victimes d'une injustice lors d'un conseil de classe. L'assentiment, ou au moins le consentement de ces élèves lors des paliers d'orientation auront été le moins souvent obtenus. La profession des parents ressort peu spécifiquement, sauf lorsque la mère est ouvrière. Ils présentent de nombreux points communs avec les précédents. Leur spécificité tient aussi au type de filière et d'établissement dans lequel ils sont engagés : ils sont en effet majoritairement apprentis ou élèves de maisons familiales rurales.

À ce point de l'analyse, l'aide à l'orientation apparaît comme étant distribuée de manière très inégale, selon de nombreux critères de positions scolaires des jeunes

et de leur milieu social d'origine. Ces inégalités ne renversent pas la hiérarchie sociale des inégalités de performance scolaire, pas plus que celle qui continue à prévaloir entre filières, mais elles ne coïncident pas non plus avec elles : ainsi se côtoient des enfants d'agricultrices, d'artisans et de cadres supérieurs, alors que les enfants d'ouvrières n'apparaissent pas dans le même ensemble que les enfants de pères ouvriers non qualifiés ou de mères isolées.

Des modèles de reproduction, d'oppositions binaires ou de ségrégation, reposant sur une vision dichotomique du monde social, ne sont là encore guère probants. Ils renseignent peu quant aux ressources différentielles dont ces jeunes sont susceptibles de bénéficier, lorsqu'ils sont confrontés à des paliers d'orientation communs. Pourtant, une dissociation entre l'intensité des aides reçues et leur origine scolaire ou extrascolaire suggère, pour les plus isolés, qu'ils auront sans doute peu de chances de rejoindre leurs camarades mieux pourvus. Pour d'autres, le fait de bénéficier d'aides exclusivement scolaires laisse supposer que les aides extra-scolaires sont inaccessibles ou inexistantes, alors que la sociologie de l'éducation a montré de longue date combien les aides familiales, pour ne parler que d'elles, sont décisives.

EMPLOI ET PARCOURS DE FORMATION : D'UNE SEGMENTATION L'AUTRE

L'hypothèse d'une décomposition durable du « marché » de l'orientation en segments disjoints peut s'avérer utile pour affiner l'opposition qui vient d'être constatée. D'autant que certains auteurs ont renouvelé les approches en termes de segmentation, les rendant plus aisément transposables à d'autres champs que l'emploi. Trois mutations récentes permettent d'identifier les modes d'émergence de nouveaux segments : la diffusion de procédures plus informelles, mais aussi de procédures plus individualisées et, enfin, paradoxalement, d'effets organisationnels plus lourds.

Ainsi, pour la première de ces mutations, certains salariés semblent toujours tirer avantage de procédures qui sont spécifiques à leur groupe, mais l'originalité

de celles-ci ne serait plus tant d'être particulièrement formalisées, sur le modèle d'une économie administrée ou d'un marché interne, mais au contraire d'être moins formelles que les ajustements marchands, renvoyant par exemple à un espace local de négociation (Piore, Safford, 2007). Ainsi, des arrangements locaux peuvent compenser durée du travail et salaire, ou pénibilité et avancement, sans que cela soit inscrit dans une convention collective ou fasse l'objet d'un marchandage.

Ensuite, les modes d'acquisition et d'évaluation des compétences sont plus individualisés ; il ne suffit plus d'être abrité par les avantages d'un marché interne. Les carrières professionnelles sont plus fondées sur des critères de performances que sur des conventions d'ancienneté. Les trajectoires de mobilité passeraient plus souvent par une mobilité externe à l'entreprise alors que le maintien au sein du marché interne sur des critères liés à l'ancienneté et l'expérience s'accorderait tout au plus avec une mobilité « *horizontale* » (Germe, Monchatre, Pottier, 2003).

Enfin, les marchés secondaires seraient plus dépendants d'effets de systèmes macro-économiques conciliant les avantages obtenus dans les marchés internes et l'équilibre global, par exemple au regard du maintien en emploi de salariés déclassés à faibles niveaux de productivité. Les poids des procédures organisationnelles dans la définition des profils de postes et de salariés iraient en s'accroissant, en même temps que se multiplient les dérogations aux ajustements de marché (Rubery, 2007). Certains auteurs parlent du reste d'organisations anti-marché.

Ces trois mutations ne sont pas étrangères à celles que connaissent les systèmes de formation : une segmentation informelle n'oppose pas seulement les établissements scolaires de centre ville et des périphéries, mais aussi, entre eux, des établissements des villes moyennes ou dans les zones rurales. De même, des établissements peuvent être hâtivement catalogués en fonction de leurs filières dominantes alors qu'ils comportent des filières et des spécialités qui demandent à être distinguées, comme dans les filières technologiques qui sont parfois trop rapidement assimilées aux filières générales, lorsqu'est considérée leur proximité dans les mêmes établissements (ce qui est exceptionnellement le cas des sciences et tech-

niques industrielles), alors que dans d'autres cas, elles sont situées à mi-distance entre les filières générales et les filières professionnelles.

La seconde mutation, celle de l'individualisation de l'acquisition des compétences, ne vaut pas seulement pour leur reconnaissance mais aussi pour leur traduction en matière d'orientation, au travers d'une individualisation des itinéraires. Au sein d'espaces de mobilité relativement clos, les familles sont prêtes à accepter des transactions afin d'obtenir un passage dans la classe supérieure, moyennant un changement de filière ou, au contraire, concéder un redoublement pour ne pas changer de filière, mais dans un établissement moins coté. Toutefois, l'existence de telles transactions est en elle-même inégalitaire car la mobilité géographique des enfants de parents les moins qualifiés est aussi la plus limitée. Elle est plus vue comme une contrainte que comme une ressource. Pour d'autres, la multiplication des recrutements hors secteur géographique est obtenue grâce aux procédures d'admission sur dossier, ou aux pré-recrutements qui nécessitent de faire valoir un *curriculum* et un projet.

La troisième mutation est sans doute lourde de conséquences : les procédures organisationnelles, comme la création de filières, de diplômes et d'établissements, sont décisives dans la détermination de l'offre de formation (Briand, Chapoulie, 1993). Sur cette dynamique tirée par l'offre se greffent des stratégies d'acteurs : des enseignants aux profils proches se trouvent face à des élèves aux profils semblables entre eux, par les jeux de hiérarchies explicites ou implicites, surtout à l'échelle locale d'établissements incités à mettre en œuvre des stratégies de mise en complémentarité (options, langues rares) ou de concurrence (captation de clientèle).

Ces trois mutations ne conduisent pas pour autant à une atomisation des parcours. C'est du moins ce que révèle une classification ascendante hiérarchique des 2 600 jeunes que nous avons interrogés, selon les aides à l'orientation dont ils ont déclaré avoir particulièrement bénéficié ou, au contraire, avoir été privés. La classification livre huit classes qui s'articulent autour des aides reçues, de leur perception, et d'éléments de cursus des jeunes (**Tableau 1**). Il ressort de cette typologie trois ensembles principaux de jeunes : les premiers font figure d'*insiders*, illustrant typiquement

Tableau 1
Typologie des jeunes selon les aides à l'orientation déclarées
(Ideé de métier, redoublement et profession du père en variables supplémentaires)

Segment	Groupe (Classe statistique)	Nature des aides	Spécificité	Intensité des aides	Ideé de métier	Redoublement	Niveau de Classes types	Catégorie socioprofessionnelle Père
Insiders 36 %	« Ressources culturelles »	Extrascolaires fréquentes	Parents et amis	++	--	-	2 ^{de} Terminale Générale	Cadres supérieurs. Professions intermédiaires
	Classe « Lauréats provisoires en filière générale »	Scolaires fréquentes	Projets à l'état d'ébauche	++	-	-	2 ^{de}	Employés, Professions intermédiaires.
	« Orientation technologique positive »	Scolaires fréquentes	Centres d'intérêts associés à des domaines plus qu'à des métiers	++	-	-	Terminale Technologique BEP	Agriculteurs Retraités
Outsiders 45 %	« Soutien familial et médias »	Extrascolaires fréquentes	Médias	+	+	+	Terminale Générale 2 ^{de}	Cadres supérieurs
	« Projet d'installation professionnelle »	Extrascolaires fréquentes	Expériences pratiques	+	++	+	CAP apprentissage	Artisans-Commerçants. Ouvriers qualifiés
	« Insertion professionnelle amorcée, sans aide scolaire »	Scolaires rares	Encadrement local	+	+	-	Terminale. Pro BEP	NR Ouvriers non qualifiés
« Malgré nous » 19 %	« Orientation professionnelle subie, sans aide »	Extrascolaires rares	Orientation subie	-	±	+	CAP	Retraités Artisans-Commerçants
	« Maintien en filière générale, sans aide »	Extrascolaires rares	Orientation résiduelle sans aide	--	--	+	Terminale Générale	Ouvriers qualifiés

Note de lecture : Le segment des « malgré nous » est composé de deux classes (« Orientation professionnelle subie sans aide » et « Maintien en filière générale sans aide ». Elles se caractérisent par la rareté déclarée d'aides extrascolaires à l'orientation, ont en commun d'avoir fait l'objet d'une orientation subie. Ces jeunes ont aussi répondu plus significativement que les autres qu'ils avaient été très peu aidés, qu'ils n'avaient pas d'idée de métier et qu'ils avaient redoublé par le passé. Les niveaux de classes dans lesquels ils se trouvent sont significativement en CAP et en terminale générale. Enfin, leur père est plutôt retraité, artisan ou ouvrier qualifié.

Sigles : CAP : certificat d'aptitude professionnelle. BEP : brevet d'études professionnelles.

Source : Enquête propre DGESCO MEN-Céreq, N = 2 600.

l'existence d'un marché interne, les seconds semblent avoir été particulièrement victimes d'éviction et de confinement, alors qu'un troisième ensemble présente des profils mitigés. Pour chacun de ces ensembles, les questions du poids de l'informel, de l'individualisation et des procédures organisationnelles, évoquées par Piore (2007) et Rubery (2007), seront conservées en fil rouge de la réflexion.

Trois positions distinctes d'*insiders* : une orientation protégée et protectrice

Les principaux bénéficiaires déclarés des aides à l'orientation, 36 % de l'échantillon, sont ceux qui sont le moins en difficulté scolaire, qui ont rarement redoublé une classe, et qui ne mentionnent pas significativement s'être vu opposer un refus d'accès à une classe des filières générales et technologiques, ni une spécialité dans l'enseignement professionnel. Deux interprétations symétriques sont couramment proposées : selon la première, les aides à l'orientation seraient à ce point efficaces qu'elles auraient épargné à leurs bénéficiaires d'essuyer des refus. Les aides à l'orientation ne seraient qu'une composante révélatrice de ressources plus larges ayant des incidences sur le niveau de performance. Un certain cumul de « capitaux » sociaux, culturels et symboliques trouverait ici une illustration. Selon une seconde interprétation, ces jeunes seraient en telle situation de réussite scolaire que leurs performances les mettent à l'abri de déconvenues en matière d'orientation. Plus proches de l'institution scolaire et de ses normes de fonctionnement, ils seraient plus attentifs aux offres de services des différentes catégories de personnel, étant par là-même plus visibles de ceux-ci, par exemple lors de démarches et de demandes de rendez-vous, et donc plus fréquemment destinataires des offres d'information et de suggestions. Ainsi pourrait-on comprendre que les aides des professionnels de l'orientation, les conseillers d'orientation psychologues, ne soient mentionnées que par un jeune sur quatre. La description détaillée des trois classes assimilables à des *insiders* est d'une grande richesse d'informations, dans la mesure où des variables supplémentaires ont été introduites dans le modèle, comme la fréquence de redoublement, l'établissement et la classe au moment de l'enquête, la profession du père et de la mère, mais

aussi des variables d'opinion, comme le fait d'avoir une idée d'un métier, et le degré de satisfaction à l'égard de l'orientation suivie jusqu'au moment de l'enquête.

Les filières générales, le choix de l'évidence

En premier lieu, la spécificité du groupe disposant de « **Ressources culturelles** » repose sur le fait qu'il cumule le plus grand nombre d'aides à l'orientation et en plus forte intensité ($n = 171$, soit 7,6 % de l'échantillon) : l'aide générale de la famille, des amis et des enseignants est le plus souvent mentionnée, de même que le soutien des parents et des enseignants dans les choix effectués. Si le degré de satisfaction au regard de celui des autres groupes n'est guère élevé ($\Omega = 0,9$), en revanche, les élèves de ce groupe se distinguent en manifestant le moins un projet professionnel ($\Omega = 0,5$)⁵. Ces élèves sont plutôt jeunes (une part importante de 15 ans ou moins). Ils sont plus souvent en classe de 2^{nde} ou encore de terminale générale de l'Éducation nationale. Leurs parents sont plutôt cadres et professions intellectuelles supérieures ou, un peu moins spécifiquement, professions intermédiaires. Les pères et mères sont issus de l'enseignement supérieur.

Un champ de métiers, comme salarié

Dans le groupe de l'« **Orientation positive dans un domaine technologique** » (et en second rang dans un domaine professionnel), les aides reçues sont à la fois diversifiées et intensives, aussi bien de la part des parents, des enseignants que du conseiller d'orientation ($n = 284$, soit 12,6 %). Ce groupe illustre l'ouverture de certains niveaux de formation à des catégories sociales qui en étaient antérieurement privées, quelles que soient ces catégories.

⁵ Rapport de chances relatives (*Odds ratio*), calculé sur la probabilité relative de fournir cette réponse par rapport à la probabilité de ne pas la fournir, selon l'appartenance à cette classe plutôt qu'à l'ensemble des autres classes. Par exemple, la probabilité que les jeunes de ce groupe « Ressources culturelles » répondent oui à la question « *Y a-t-il un métier que vous voulez faire plus tard ?* », plutôt que non, est égale à la moitié de la probabilité de répondre de même pour les jeunes de tous les autres groupes. Une probabilité supérieure à 1 signifie que la réponse est fournie relativement plus souvent que pour tous les autres groupes.

Ces élèves expriment le plus souvent l'idée d'un domaine dans lequel ils veulent travailler : par exemple, une activité en relation avec la nature, l'élevage, ou orientée vers l'entretien et la sauvegarde de l'environnement. Pour les jeunes filles en particulier, ces activités ont été portées à leur connaissance par un cousin ou un ami personnel. Ces élèves ne semblent pas avoir rencontré d'obstacles majeurs dans leurs parcours scolaires et affirment positivement leur choix d'orientation.

Ces élèves sont souvent en classe de terminale technologique ou encore en BEP. Une partie d'entre eux est dans un lycée agricole, et d'origine assez modeste, leur père étant souvent agriculteur ou encore retraité, alors que la profession spécifique de leur mère est employée ou retraitée. L'un et l'autre sont le plus souvent de niveau bac.

Ces jeunes, relativement satisfaits de leur parcours scolaire, sont en voie d'accéder à une position qui leur convient, bien que n'ayant pas à proprement parler formulé une idée précise de métier. Ils présentent un bon exemple d'orientation positive dans la filière technologique et en BEP, dans lesquels ils semblent trouver une illustration concrète de ce vers quoi ils tendent.

La démocratisation du provisoire

Les jeunes du groupe des « **Lauréats provisoires en filière générale** » se situent dans l'enseignement général et semblent marcher dans les pas des bénéficiaires de ressources culturelles (n = 357, soit 15,8 %). Les aides reçues sont assez peu diversifiées mais parfois intensives : le soutien et l'aide des parents sont mentionnés très significativement, ainsi que de la part des enseignants, à un moindre degré. Rassurés quant à leur orientation actuelle, leurs aspirations sont de continuer dans la filière d'enseignement général. Les élèves sont plutôt jeunes (une part importante de 15 ans et moins) et sont surtout en 2^{de} générale et technologique. Leur père est plus souvent employé ou de profession intermédiaire, alors que leur mère est plutôt classée parmi les cadres et les professions intellectuelles supérieures. Le diplôme du père n'est pas significativement mentionné, alors que celui de la mère a été plus souvent délivré dans l'enseignement supérieur. Ces bénéficiaires potentiels de l'allonge-

ment de la scolarité peuvent être désignés comme des *lauréats provisoires*, c'est-à-dire des jeunes susceptibles de bénéficier d'une promotion scolaire et sociale eu égard à leurs espoirs, sous réserve que les critères de niveau et d'âge n'hypothèquent pas leurs projets.

Les *insiders* de ces trois groupes ont en commun de cumuler des ressources d'origines diverses, non par simple addition, mais par le bénéfice que l'une ouvre pour une autre. Ceci conforterait les hypothèses du poids de l'informel pour ceux qui ont le moins besoin de l'institution, et qui sont pourtant les plus prédisposés à en bénéficier. Nous retrouvons ici l'une des trois mutations affectant les marchés segmentés, selon Rubery (2007). Les aides objectivées par un dispositif permanent étant accessibles au plus grand nombre, celles qui introduisent une part de subjectivité et d'interaction avec un professionnel sont ici les plus exploitées. L'individualisation des aides, comme sur le plan pédagogique, bénéficierait ainsi particulièrement à ceux qui tirent déjà le meilleur profit de l'institution et qui ne craignent pas les situations de face-à-face. Enfin, concernant les procédures organisationnelles, ceux qui sont dans les filières générales n'ont pas besoin d'y être orientés, ils y sont déjà et y demeurent. Pour eux, les procédures d'orientation vont de soi : ne pas bifurquer. Il suffit d'une tacite reconduction. Ils sont les premiers bénéficiaires des routines organisationnelles reproduisant les hiérarchies multiples entre filières, spécialités, options et langues.

■ Éviction et confinement des « malgré nous »⁶ de la scolarité

À l'opposé, un jeune sur cinq (19,1 % de l'échantillon) bénéficie le moins des aides à l'orientation, alors que les difficultés rencontrées sont massives sur le plan des redoublements, mais aussi des refus d'accès à une classe de l'enseignement général ou technologique, ainsi que des refus d'accès à certaines spécialités de l'enseignement professionnel. Les interprétations possibles sont ici plus restreintes : les difficultés scolaires et d'orientation se cumulent, sans que les acteurs de l'aide à l'orientation soient d'un grand secours. Le fait n'est pas nouveau en soi, il est ici

⁶ Expression emprunté à S. Beaud, qui est étendue ici non seulement aux jeunes en scolarité prolongée dans l'enseignement général long mais aussi dans certains lycées professionnels (Beaud, 2002).

quantifié pour ses victimes les plus visibles. Le déclassement faute de performances en fin de trimestre se traduit par une éviction puis un confinement en matière d'orientation qui seront difficilement réversibles : une nouvelle orientation ne suffira sans doute pas pour renouer avec la réussite. Lorsque les parcours deviennent particulièrement étanches, l'hypothèse de segmentation est d'autant plus plausible qu'elle préfigure cette autre segmentation à laquelle ils vont être confrontés sur le marché du travail. Et pourtant, la mobilisation collective autour du baccalauréat, datant du mot d'ordre de 80 % d'une génération au niveau bac, conduit ces jeunes à donner leur assentiment à toute décision qui les prolonge en formation initiale, en quelque sorte malgré eux.

Le confinement dans les filières générales, pour temporiser

Dans le groupe « **Maintien en filière générale** » ($n = 232$, soit 10,3 %), les aides à l'orientation dans le cadre strictement scolaire présentent la spécificité de n'être qu'exceptionnellement signalées. Ces jeunes sont insatisfaits de leur orientation, plus souvent que les autres (satisfaction : $\Omega = 0,5$) ; ils se disent, plus que tous, mal informés, et expriment le moins souvent de tous l'existence d'un projet professionnel ($\Omega = 0,6$). Ils se sont aussi le plus souvent heurtés à des refus, aussi bien pour accéder à une classe supérieure d'enseignement général, que pour obtenir une spécialité dans l'enseignement professionnel. Ils déclarent enfin avoir été victimes d'injustice lors d'un conseil de classe. Ces élèves sont en situation difficile en ce qu'ils cumulent des refus liés à leurs difficultés scolaires et des refus dans les choix d'orientation. Leurs seules issues sont soit de persister dans la même filière, soit de sortir sans diplôme. Dans l'hypothèse d'un maintien dans la filière couronné de succès, la même question se posera à eux sous peu : continuer dans l'enseignement supérieur, comme le titre leur en donne le droit, ou opter pour une formation professionnalisante mais sélective à l'entrée.

Ce groupe se compose d'élèves le plus souvent en terminale. Leur père est fréquemment ouvrier non qualifié et la mère artisan/commerçante. En second rang, les professions ne sont pas connues ou, lorsqu'elles le sont, les parents se sont séparés. Le

diplôme du père n'est pas connu, celui de la mère non plus ou de niveau brevet des collèges.

Les évincés de spécialités professionnelles

Ces jeunes en formation professionnelle (plus souvent qu'ailleurs en CAP-BEP en lycée professionnel, ou encore en apprentissage), présentent le profil d'une « **Orientation professionnelle subie** » ($n = 199$, soit 8,8 %). Les aides reçues sont rares ; elles sont évoquées comme aides à formuler des choix d'orientation de la part des parents et des enseignants. Ces jeunes sont moyennement satisfaits de leur orientation ($\Omega = 1$) et mentionnent le plus souvent avoir été l'objet d'un refus concernant le choix d'une spécialité dans l'enseignement professionnel. Ne se disant pas spécifiquement mal informés, ils ne formulent pas non plus de projet professionnel précis ($\Omega = 0,8$). L'attrance pour un métier semble pour eux moins que pour tous les autres un critère de choix d'un diplôme. Or, on sait par ailleurs que les apprentis, ici nombreux, sont déjà sous l'empire de la nécessité de chercher un contrat rémunéré et sous l'autorité d'un patron. Obtenir un contrat chez un patron a été pour eux une condition pour accéder à la formation. Dotés d'une faible qualification, ils font déjà l'objet d'une discrimination sur le marché du travail. On peut se demander s'ils ont quelque chance d'accéder à court terme à une autre profession que celle trouvée localement sous contrat d'apprentissage. Ces jeunes se heurtent ainsi aux inconvénients d'une confrontation brutale au marché du travail, sans bénéficier de ses avantages en matière de mobilité. En effet, disposant de ressources financières souvent limitées, ils dépendent encore du milieu familial. Pour cette raison et pour d'autres, relevant de l'attachement culturel, il leur est difficile de s'affranchir de la sécurité d'un enracinement, ou au moins d'une sociabilité locale, pour aller chercher à plus grande distance un contrat qui correspondrait mieux à la spécialité espérée. Ce groupe comporte particulièrement des jeunes de 18 ans et plus, en classe de CAP, souvent en centre de formation d'apprentis, mais aussi parfois en maison familiale rurale. Leurs parents sont souvent retraités, secondairement leur père est artisan-commerçant. Les diplômes des parents sont inconnus.

Pour ces jeunes, si l'on reprend les hypothèses de Rubery (2007), l'existence de procédures informelles

ou d'aides peu formalisées constitue plus un espace de discrimination qu'une ressource. Certes, l'individualisation est revendiquée par les personnels de l'institution pour leur venir spécifiquement en aide, mais elle trouve peu de traduction sur le plan de l'orientation. Si la dimension individualisante est très présente chez les conseillers d'orientation, elle privilégie un autre registre, celui de la psychologie de la personne. En revanche, les procédures organisationnelles sont particulièrement décisives pour leur orientation : la prévalence des critères de réussite proprement scolaire sur ceux d'orientation les conduit de manière routinisée, lors des conseils de classe, vers des filières déclassées ou, faute de pouvoir prendre une décision, les laisse en attente dans l'enseignement général jusqu'au bac. La non-décision d'orientation a pour eux l'effet inverse de la protection dont bénéficient les *insiders*.

LES OUTSIDERS : STRATÉGIE INACHEVÉE OU PARCOURS INTERROMPU ?

La plus grande part des jeunes, 45 % de l'échantillon, se trouvent dans des situations intermédiaires plus complexes. Ils peuvent être considérés comme des *outsiders* dans un double sens de « seconds » et de « secondaires », c'est-à-dire comptant moins. Tout d'abord, les « seconds » peuvent encore espérer rejoindre le côté des *insiders*, sous réserve de surmonter les prochaines épreuves. Pour d'autres, toutefois, la position risque de se prolonger. Ils alimenteraient alors durablement les marchés externes et secondaires.

Le métier à son compte

Le groupe du « **Projet d'installation professionnelle** » (n = 424, soit 18,7 % de l'échantillon), se définit moins par les aides reçues, qui sont en nombre restreint, sauf une forte importance accordée aux stages en entreprise et, secondairement, à la participation à des journées portes ouvertes d'établissements de formation. On reconnaît ici la spécificité de la position des apprentis, nombreux dans ce groupe, et de l'expérience qu'ils ont déjà pu accumuler en entreprise. Leur degré de satisfaction est parmi les plus élevés au regard des

autres groupes ($\Omega = 2,4$), et se cumule avec un projet professionnel, le plus fréquemment de tous les groupes ($\Omega = 1,7$). À l'opposé des précédents, l'utilité d'un diplôme est liée au fait que le choix d'une spécialité d'enseignement est nécessaire pour l'exercice d'un métier, mais surtout dans la perspective de s'installer à leur compte. Or, ce n'est pas seulement leur père qui est indépendant, mais le voisinage. Ils mentionnent avoir eu connaissance du métier choisi, outre par leurs parents, par un cousin (pour les jeunes filles), par un ami de la famille, ou par un ami personnel. Ils sont les seuls à cumuler aussi nettement ces attributs. Il y a lieu de penser que ces jeunes, au fil d'une scolarité inégale, ont effectué un choix positif en direction d'un diplôme professionnel, suivant en cela le milieu familial et l'environnement local qu'ils côtoient.

Les élèves sont plutôt âgés (18 ans et plus), souvent des garçons (57,2 %) et sont souvent en classe de CAP, hors de l'Éducation nationale, c'est-à-dire en centres de formation d'apprentis, ou bien encore en terminale de bac pro. Ils ont redoublé une classe plus souvent que l'ensemble et estiment aussi avoir été victimes d'injustice lors d'un conseil de classe. Leur père est plus souvent indépendant, titulaire d'un CAP ou d'un BEP, et la mère ouvrière, dont la qualification est rarement connue des jeunes. Selon la hiérarchie commune interne au système éducatif, ils pourraient être considérés comme déclassés de l'enseignement général. Tel n'est pas le cas : ils donnent au contraire un exemple d'orientation positive, même si cette orientation a été payée parfois de redoublements dont ils s'estiment avoir été injustement victimes.

L'expression individualisée et distanciée du goût

Les jeunes du groupe « **Soutien familial et médiatique** » apparaissent quelque peu isolés. Ils sont les seuls à s'appuyer aussi spécifiquement sur les médias (journaux, télévision, radio) (n = 323, soit 14,3 %). Les autres aides sont diversifiées mais moins intensives : le soutien des parents dans les choix opérés et leur aide à formuler ces choix sont mentionnés, bien qu'un peu moins significativement que dans les groupes précédents. L'aide générale de la famille et des amis dans le parcours est citée, de même que la participation à des journées portes ouvertes. Ils sont eux aussi parmi les plus satisfaits de leur orientation

($\Omega = 2,4$) et ont échafaudé un projet professionnel plus que dans l'ensemble de l'échantillon ($\Omega = 1,3$). La valeur d'un diplôme provient de l'attraction qu'exerce sur eux un métier plus qu'un autre. On est ici dans le registre du goût et de l'intérêt personnel et non dans celui de la contrainte ou de la contingence. Ils ne semblent pas avoir eu connaissance du métier projeté par leur famille ou les amis. Ils déclarent pourtant avoir obtenu des informations « à la maison, par des journaux, la télévision ou la radio ».

Dans ce groupe un peu charnière, le soutien familial semble décisif pour affirmer une attirance dans un cursus scolaire sans embûches, mais ces élèves ne bénéficient pas de l'autonomie culturelle du premier groupe et n'ont pas le projet d'installation des précédents. Ils sont plutôt jeunes, plutôt des filles (58,5 %), et sont souvent en terminale générale ou encore en 2^{nde} de l'Éducation nationale. Ils ont peu redoublé. Leur père et leur mère sont souvent cadres ou professions intellectuelles supérieures ou, en second rang artisans-commerçants. Le père est plus souvent issu de l'enseignement supérieur, la mère de niveau bac ou supérieur. Leur destin est incertain : ils sont plus à distance de l'institution scolaire mais ont échafaudé, au moins provisoirement, un projet professionnel.

■ Travailler au plus vite

Un dernier groupe, celui de l'« **Insertion professionnelle amorcée** », présente quelques spécificités ($n = 270$, soit 12 %). Les aides de la part des personnels de l'institution scolaire sont singulièrement absentes, et semblent exclusivement provenir des parents. Peu satisfaits de leur orientation ($\Omega = 0,8$), ces jeunes mentionnent particulièrement s'être heurtés à des refus en tout genre : refus de passage dans une classe supérieure dans l'enseignement général, refus de vœu de spécialité dans l'enseignement professionnel, avoir été mal informés et avoir été victimes d'injustices lors de conseils de classe. Ils ont pourtant une idée de métier ($\Omega = 1,2$), dont ils n'ont pas eu connaissance autour d'eux, ni dans leur famille. Pour eux, la valeur attachée au diplôme est dans la possibilité de trouver un emploi, sans suggérer l'attrait pour un métier particulier. Pour ceux qui se trouvent sous contrat d'apprentissage, ces diplômes sont certes gratifiants dans le niveau auquel ils accèdent (BEP et bac *versus* CAP), mais sont relativement déclassés quant

au contenu, à la fois du point de vue des conditions d'emploi et de prestige social. Les entretiens collectifs exploratoires montrent qu'il s'agit surtout de services à la personne, en particulier en milieu rural, pour lesquels les jeunes cumulent déjà plusieurs contrats de quelques heures pour visiter des personnes malades ou dépendantes. Les élèves ont souvent 18 ans, et se concentrent en terminale de bac pro ou encore en BEP. Une part d'entre eux se trouve en maisons familiales rurales. Ils ont redoublé pour un nombre significatif. La profession du père est soit inconnue, soit ouvrier non qualifié, alors que la mère est ouvrière non qualifiée ou retraitée. Ces jeunes semblent avoir en commun une probabilité réduite de sortir de cette orientation scolaire, qui est aussi une pré-orientation professionnelle, si l'on considère le chemin parcouru, les stages d'apprentissage obtenus et les projets bâtis. Sans aller jusqu'à parler de ségrégation, ils suggèrent une forme de confinement dans des espaces cloisonnés.

Pour ces jeunes *outsiders*, l'informel n'est guère une ressource : les dispositifs objectivés d'aides à l'orientation, comme les stages et les journées portes ouvertes, y sont les plus usités. L'individualisation profiterait particulièrement à ceux qui ont l'espace culturel pour formuler des aspirations en termes de « goûts », voire à un certain individualisme auquel incitent les normes de performance scolaire, ou encore au « libre choix » des options favorites ainsi que des établissements. Mais pour les futurs artisans, la valeur d'individualisme est surtout prégnante comme modèle de réussite professionnelle à son compte, comme indépendant. Quant à la surdétermination des parcours par les procédures organisationnelles, évoquée par Rubery, elle est apparente pour ceux qui ont amorcé une insertion professionnelle dans le marché local : l'offre de formation est d'autant plus structurante localement qu'elle s'adresse à des milieux d'origine faiblement qualifiés, eux-mêmes peu mobiles, et qu'une perspective d'emploi est raisonnablement envisageable à la sortie de la formation.

* *

*

Les inégalités d'orientation observées ne sauraient être considérées comme des effets de systèmes anonymes, de reproduction sociale ou de défaillance généralisée des dispositifs d'orientation. L'analyse en termes de

segmentation permet en outre d'esquiver les oppositions binaires entre marché interne ou primaire et marché externe ou secondaire. La transposition ici proposée s'appuie sur une proximité de structure et de processus.

Du point de vue de la structure en marchés et segments, en premier lieu, deux marchés internes se dessinent, l'un fondé sur des ressources culturelles, l'autre sur un engagement dans un domaine technologique. En second lieu, deux processus d'éviction et de confinement justifient de l'existence de segments disjoints dans l'offre de spécialités (par exemple, en maison familiale rurale) et dans la demande de formation (préférence pour un établissement local). Ils sont, pour les « malgré nous » de l'enseignement général mais aussi, ce qui est moins connu, de l'enseignement professionnel, entretenus par des routines organisationnelles. De nombreuses décisions d'acteurs de diverses fonctions, administrative, enseignante, éducative, d'orientation, les entérinent par des micro-choix à différents paliers, qui finissent par se cumuler pour un jeune. Ces routines semblent aller de soi, alors que leurs effets ne sont pas nécessairement voulus. En troisième lieu, ce modèle permet d'éclairer des cas limites : des candidats aux marchés internes ont développé des critères de jugements individualisés par le « goût », plutôt en phase avec les modèles de compétence valorisant des formes de « savoir-être ». Cette conformité à une attente sur le marché de l'emploi peut les aider à compenser un parcours scolaire fragile. D'autres ont surmonté des refus et rejets multiples en trouvant une voie qu'ils espèrent alternative dans l'installation professionnelle, dont on peut se demander si elle n'est pas en phase avec les mutations économiques préservant un espace favorable aux entreprises de petite et de très petite taille. La disparition des « dynasties » ouvrières trouve ici une compensation possible en même temps qu'un idéal d'aboutissement d'une carrière professionnelle. Enfin, certains ont trouvé une voie secondaire aussi bien sur le marché scolaire, comme dans les maisons familiales rurales, que sur le marché du travail avec lequel ils sont déjà en contact, mais sur des emplois déclassés ou précaires (temps partiels contraints et cumulés).

D'un point de vue dynamique du processus d'orientation à l'œuvre, ceux qui disposent de la plus grande

variété de ressources bénéficient aussi le plus des aides à l'orientation au fil de leur carrière. Ce phénomène peut être considéré comme un processus d'internalisation, c'est-à-dire d'accommodement (plus que d'invention *ex-nihilo*) de règles par une partie des acteurs, en vue de bénéficier d'un avantage comparatif au regard des autres acteurs qui ne disposent pas des mêmes ressources. Des cloisonnements multiples rendent difficilement réversible le parcours antérieur des autres, et entretiennent des effets d'évictions et de confinements caractéristiques des marchés segmentés. Quelques mutations, présentées comme les plus contemporaines par les théoriciens de la segmentation, trouvent aussi de nombreuses illustrations dans le domaine de l'orientation : le recours à des procédures plus informelles pour délimiter un marché interne, par les jeux d'options et de spécialités de bacs professionnels, l'individualisation des parcours comme le permettent les procédures d'admission sur dossier, ou les pré-recrutements lors de journées portes ouvertes et, paradoxalement, le poids des procédures organisationnelles qui ne font qu'accentuer la hiérarchie implicite entre performances scolaires et critères d'orientation.

Pourtant, le paysage demeure en partie incomplet en raison de la nature des données recueillies. Celles-ci couvrent certes un large échantillon de jeunes en formation initiale dans des zones d'urbanisation variable, mais des entretiens plus qualitatifs seraient nécessaires afin de préciser les stratégies déployées. Ces dernières jouent un rôle important dans l'enclenchement et le déroulement d'un processus d'internalisation d'un marché (Rubery, 1994). Ainsi, un seuil d'entrée peut être jugé nécessaire, comme par exemple un niveau réputé minimal de formation ou de motivation pour y admettre un salarié, allant au-delà des effets de seuil d'éviction connus en économie. Il pourrait être rapporté, en formation, à la question des critères de « niveau » scolaire pour accéder à une classe ou une filière. Goblot fut le premier, en 1925, à voir dans le baccalauréat à la fois un « niveau » et une « barrière » sociale, pour ceux qui l'ont franchie. La multiplication des diplômes peut être vue aujourd'hui comme autant de niveaux mais aussi autant de barrières mobiles, selon les priorités du moment : BEP contre CAP, Bac Pro contre BEP ou Bac, quelle que soit la filière, au détriment du niveau V qui devient le lot commun des orientations par défaut. Une seconde stratégie se

traduit par la constitution de niches pour s'abriter de la concurrence. Elle est clairement illustrée par les politiques de démarquage d'établissements leur permettant de capter une clientèle. Enfin, une troisième stratégie porte sur la spécificité dans les qualifications des effets de qualité et d'innovation. Elle apparaît dans le poids des spécialités de formation technologique et plus encore dans l'enseignement professionnel. Plus un établissement peut se prévaloir d'effets propres de

« qualité » dans ses choix pédagogiques, plus il a de possibilités de s'éloigner des règles administratives communes de gestion des flux d'élèves. Ces possibilités agissent en retour sur l'effet qualité (Felouzis, Perroton, 2007). Ces trois exemples de stratégie seront à vérifier lors d'une prochaine vague d'enquêtes, puisqu'une partie de l'échantillon de départ donnera lieu à un suivi annuel, concernant 800 jeunes, dont une centaine par des entretiens qualitatifs.

Bibliographie

Bailly F., Chatel E. (2007), « La construction de la qualité en éducation : l'exemple des bacs professionnels tertiaires » in Eymard-Duvernay F., *L'économie des conventions. Méthodes et résultats*, T. II Développements, Paris, La Découverte, pp. 439-452.

Beaud S. (2002), *80 % au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris, La Découverte.

Boudesseul G. (en collab. avec Grelet Y., Vivent C. et Coinaud C.) (2008), « Orientation: quels repères pour trouver son chemin ? Enquête auprès de 2 600 jeunes en scolarité », *NEF*, Céreq, 33, septembre, 38 p.

Bourdieu P. (1970), *La reproduction*, Paris, Minuit.

Briand J.-P., Chapoulie J.-M. (1993), « L'institution scolaire et la scolarisation : une perspective d'ensemble », *Revue française de sociologie*, 34, pp. 3-42.

Cahuc P., Zylberberg P., Cette G. (2008), *Salaire minimum et bas revenus : comment concilier justice sociale et efficacité économique ?*, Rapport du CAE.

Dunlop J. T. (1958), *Industrial relations system*, New-York, H. Holt and Co.

Felouzis G., Perroton J. (2007), « Les "marchés scolaires : une analyse en termes d'économie de

la qualité" », *Revue française de sociologie*, 48-4, pp. 693-722.

Galland O. (2001), « Adolescence, post-adolescence, jeunesse : retour sur quelques interprétations », *Revue française de sociologie*, 42-4, pp. 611-640.

Gazier B. (2003), « Les marchés transitionnels du travail », in Allouche J. (coord.), *Encyclopédie des ressources humaines*, Paris, Vuibert, pp. 862-870.

Germe J.-F., Monchatre S., Pottier F. (2003), *Les mobilités professionnelles : de l'instabilité dans l'emploi à la gestion des trajectoires*, Paris, La Documentation française.

Goblot E. (1962), *La barrière et le niveau. Étude sociologique sur la bourgeoisie française moderne*, Paris, PUF (1^{re} éd. Félix Alcan, 1925).

Goux D., Maurin E. (1997), « Démocratisation de l'école et persistance des inégalités », *Économie et Statistique*, 306-6, pp. 27-39.

Lebart L., Salem A. (1994), *Statistique textuelle*, Paris, Dunod.

Michon F., Petit H. (coord.) (2007), « Concept of Labour Market Segmentation Still Accurate ? », *Économies et Sociétés*, n° spécial 28-6.

Müller W., Shavit Y., Ucen P. (1997), "The Embeddedness of the Stratification Process: A Comparative Study of Qualifications and Occupations in 13 Countries", *Documents Séminaires Céreq*, n° 120, mars, pp. 239-288.

Piore M. (1978), "Dualism in the Labor Market. A Response to Uncertainty and Flux. The Case of France", *Revue Économique*, n° 19 (1), janvier, pp. 26-48.

Piore M., Safford S. (2007), "Preliminary Thoughts on Identity and Segmentation in Primary Sector Labor Markets", in *Économie et Sociétés*, Série « Socio-économie du travail », pp. 925-940.

Pottier E., Séchaud E. (2007), « La formation continue : un marché segmenté dans lequel se construisent pourtant des ponts », *Bref-Céreq*, 247, décembre.

Reuter H., Tripier P. (1980), « Travail et créativité dans un marché interne : le cas du système français de recherche universitaire », *Sociologie du Travail*, 3, pp. 241-256.

Rubery J., Wilkinson F. (Eds) (1994), *Employer Strategy an the Labour Market*, Oxford, Oxford University Press.

Rubery J. (2007), "Developping Segmentation Theory: a Thirty Years Perspective", in *Économie et Sociétés*, Série « Socio-économie du travail », pp. 941-964.

Terrail J.-P. (2002), *De l'inégalité scolaire*, Paris, La Dispute.

Verdier É. (2008), « L'Éducation et la formation tout au long de la vie : une orientation européenne, des régimes d'action publique et des modèles nationaux en évolution », *Sociologie et Sociétés*, vol. 40, n° 1.

Résumé

La segmentation par l'orientation ? Comment l'orientation préfigure les inégalités d'emploi

Gérard Boudesseul

La thématique de l'orientation tout au long de la vie incite à rechercher des angles d'approche transversaux à la formation initiale, à l'insertion professionnelle en début de vie active et au marché de l'emploi ; en particulier, à se demander si les inégalités de parcours qui traversent ces trois domaines sont corrélées. Les analyses en termes de segmentation se prêtent à ce rapprochement : certaines lignes de clivage observées d'ordinaire dans le domaine de l'emploi ne sont-elles pas déjà préfigurées, voire anticipées, dans les aides à l'orientation ? Après avoir tracé les limites d'une analyse en termes de reproduction ou de dualisme à propos des parcours de 2 600 jeunes en formation initiale, une décomposition plus fine en segments conduit à distinguer un groupe des *insiders* plutôt protégés, des étudiants « *malgré nous* » souhaitant demeurer dans le système scolaire bien qu'en échec répété, et des candidats de second rang (*outsiders*) dont le destin demeure très incertain.

Mots clés

Orientation scolaire-professionnelle, orientation tout au long de la vie, segmentation du marché du travail, formation tout au long de la vie

Journal of Economic Literature: I 21, J 21